

# Déclaration de la LCR (Belgique) sur les élections de juin 2009

vendredi 31 octobre 2008, par [LCR-SAP \(Belgique\)](#) (Date de rédaction antérieure : 27 octobre 2008).

Les prochaines échéances électorales de juin 2009 s'inscrivent d'ores et déjà dans un contexte politique, social, économique et idéologique radicalement nouveau. La gigantesque crise financière mondiale amorce une crise économique d'ampleur égale. Elle se combine avec l'aggravation de la crise écologique planétaire dont l'expression extrême est représentée par l'accélération du changement climatique. Cette double crise, en mettant clairement à nu toutes les contradictions du système capitaliste, a et aura encore plus dans le proche avenir une multitude de conséquences.

L'idéologie néolibérale traverse une crise sans précédent qui pourrait signifier, à terme, son abandon par les classes dominantes et son remplacement graduel par d'autres méthodes d'exploitation du travail par le capital. Dans la classe dominante et ses relais politiques, de droite comme de « gauche », ceux qui il y a quelques mois encore défendaient le néolibéralisme comme étant une loi « naturelle », « immuable » et « éternelle », jettent aujourd'hui aux orties ce qu'ils adoraient servilement hier. Masquant leurs propres responsabilités après plus de 25 ans de politiques néolibérales, ils n'ont plus que les mots « régulation » et « intervention de l'Etat à la bouche » afin de justifier la nationalisation des banques et des pertes pour mieux privatiser les profits ensuite. Ils nous parlent de la nécessité de « réglementer » les marchés financiers alors qu'ils ont tous voté, PS et Ecolo y compris, il y a à peine quelques mois le Traité de Lisbonne de l'Union européenne dont les principaux articles interdisent toute forme de régulation publique de ces marchés. D'autres tentent au contraire de sauvegarder coûte que coûte le modèle néolibéral tel qu'il est en apportant quelques sommaires adaptations à sa marge.

Une période provisoire de divisions et de conflits d'orientation s'ouvre ainsi dans la classe dominante et les partis traditionnels. Mais il ne faut se faire aucune illusion : quelle que soit l'ampleur de ces divergences et des changements envisagés, tous sont d'accord sur l'objectif essentiel, à savoir sauvegarder et perpétuer le système capitaliste et faire payer les frais de leur crise aux travailleurs et aux populations pauvres du Nord et du Sud de la planète, c'est à dire à ceux et celles qui n'ont aucune responsabilité et qui subissent déjà de plein fouet l'inflation, la montée du chômage et des inégalités ainsi que les catastrophes climatiques et alimentaires.

En Belgique comme ailleurs, les conséquences de la crise capitaliste sont durement ressenties par la majorité sociale et il faut s'attendre à ce que cette dernière ne se laissera pas imposer sans résistance les conséquences de la récession économique et les mesures d'austérité à venir. D'autant plus que les classes dominantes de ce pays sont doublement affaiblies et divisées ; à la fois par la crise idéologique du néolibéralisme et quant à l'issue à lui donner, ainsi que par la crise institutionnelle due aux conflits « communautaires ».

Dans ce cadre, un nouveau cycle de luttes s'ouvre probablement devant nous. Si les formes, l'ampleur et l'issue de ces mobilisations sont encore incertaines, il est par contre certain que les stratégies, les discours et les revendications qui prévalaient dans la période précédente seront rendues peu à peu caduques et devront faire place à de nouvelles. L'issue de cette résistance dépendra en grande partie de la capacité du mouvement ouvrier organisé à abandonner la stratégie du « moindre mal » et du « soutien critique » à ses prétendus relais politiques qui prévaut aujourd'hui et à cesser de mener à reculons des luttes strictement défensives et des revendications

dépassées. L'issue de cette résistance dépendra également de la capacité de construire à long terme une alternative politique anticapitaliste capable de la cristalliser, de lui donner une traduction, une cohérence et une stratégie politiques et non pas seulement sociales.

La nécessité de construire une telle alternative politique large et crédible « à gauche de la gauche » prend donc une acuité nouvelle tout en ne se posant plus exactement dans les mêmes termes qu'au cours des années précédentes. L'échec de la construction d'une telle alternative autour du Comité pour une Autre Politique (CAP) en Flandre ou d'Une Autre Gauche (UAG) en Belgique francophone hypothèque dans le court terme un projet aussi vaste. Il est tout à fait improbable qu'une nouvelle force politique émerge d'ici les élections de juin 2009 afin d'exprimer de manière cohérente et crédible une telle alternative.

Dans ce contexte, les organisations de la gauche radicale et révolutionnaire ont une responsabilité particulière, à commencer par la plus importante d'entre elles, le PTB. En l'absence d'une nouvelle force politique large pouvant les inclure toutes et de la volonté de la construire, les organisations de la gauche radicale et révolutionnaire pourraient à tout le moins envisager de manière exceptionnelle une vaste unité électorale afin de présenter un front uni face à la crise capitaliste et aux attaques contre le monde du travail.

En Belgique francophone du moins, puisqu'en Flandre les discussions se poursuivent, il faut malheureusement constater que la volonté de parvenir à une telle unité large n'existe pas pour l'instant. Des rencontres que nous avons mené avec la plupart d'entre elles afin d'envisager cette unité, il ressort que toutes les organisations de la gauche radicale (PTB, PC, MAS) présenteront sous une forme ou l'autre leurs propres listes pour les élections régionales et européennes. Toutes évoquent la possibilité de les « ouvrir » ou de les « élargir » à d'autres, mais seulement à partir de leur propre organisation et non pas dans un cadre unitaire plus vaste et réellement pluriel. Bref, chaque organisation tire à soi la couverture de l'unité, ce qui n'est pas précisément notre conception de cette dernière.

Face à cette situation de division, et afin de nous donner tout le temps nécessaire pour concrétiser ce projet dans de bonnes conditions, nous faisons dès à présent le choix de déposer notre propre liste aux élections européennes de juin 2009 pour le collège électoral francophone, en Wallonie et à Bruxelles.

Pendant de très nombreuses années, nous avons fait le choix correct de ne pas nous présenter seuls aux élections, tant régionales, que législatives ou européennes, soit parce que nous participions à des tentatives unitaires, soit parce que la division de la gauche radicale était telle que nous ne pouvions encore l'aggraver. Mais en tant qu'organisation politique ayant un programme et une orientation déterminées, nous refusons de conditionner éternellement le choix de déposer ou non nos propres listes à l'aune des échecs de la recomposition ou du sectarisme des uns et des autres.

Nous faisons le choix de déposer une liste aux élections européennes car ces dernières seront l'occasion de se battre en faveur d'un programme clairement anticapitaliste, démocratique, féministe, écosocialiste et internationaliste face à une Union Européenne qui constitue le moteur des contre-réformes néolibérales. La crise capitaliste et climatique globale exige des réponses à une échelle globale et, en tant qu'organisation faisant partie d'une internationale vivante, nous avons une longue pratique, une stratégie et un programme anticapitaliste spécifiques face à cette Union Européenne, un programme que nous allons enrichir et synthétiser dans les semaines à venir.

Notre objectif dans cette campagne n'est pas d'incarner à nous seuls « l'alternative » avec un grand « A » ; un substitut à l'absence d'une nouvelle force politique large ou à la division de la gauche radicale. Si nous ferons tout pour obtenir un maximum de votes, nous ne nous faisons pas pour autant la moindre illusion sur l'ampleur de notre résultat. Notre bilan se fera avant tout sur notre capacité à mener une campagne dynamique qui aura pour but :

- D'affirmer que seules les luttes et les mobilisations ainsi que leur coordination à l'échelle européenne permettront d'inverser le cours de choses en faveur de la majorité face à la machine de guerre antisociale incarnée par l'UE et les conséquences de la crise capitaliste. On ne peut « réformer » cette UE de l'intérieur ; s'il faut lutter dans l'immédiat pour imposer des mesures d'urgence sociale, il est tout à la fois nécessaire de mettre en crise terminale cette Union Européenne et d'opérer une rupture avec elle afin de refonder une toute autre Europe, sur de toutes autres bases, dans la perspective des Etats-Unis socialistes d'Europe.

- D'affirmer l'existence, la vitalité et la nécessité d'un programme 100% anticapitaliste, écosocialiste, féministe et internationaliste, valable en Belgique comme en Europe. Plus de 70% des lois nationales dans les Etats membres de l'UE ne sont que l'application des directives de cette dernière.

- De mener, ensemble avec nos organisations-soeurs de la IV<sup>e</sup> Internationale et des partis anticapitalistes larges, une campagne coordonnée à l'échelle européenne qui propose une alternative non seulement anti-néolibérale, mais clairement anticapitaliste.

- De renforcer un pôle d'idées fondamentales, un collectif militant révolutionnaire et non sectaire présent depuis de nombreuses années dans la majeure partie des luttes, des résistances, des mouvements sociaux et des collectifs, et qui construit ces derniers de manière loyale et démocratique. Nous voulons renforcer notre organisation et notre courant, non pas comme une fin en soi, mais afin de renforcer ces luttes, ces collectifs, ces mouvements sociaux dans lesquels nous nous engageons. Nous voulons également ainsi renforcer notre contribution à la construction, à terme, d'une nouvelle force de gauche anticapitaliste.

Néanmoins, ce choix de déposer notre propre liste aux élections européennes n'implique pas que nous renonçons ou refusons toute démarche unitaire dans les mois à venir. Nous restons toujours disponibles et ouverts à toute discussion permettant d'envisager une large unité électorale. Mais à la condition qu'il existe une réelle volonté de parvenir à cette unité ; qu'elle soit effectivement la plus large possible en incluant au minimum les principales forces militantes et électorales de la gauche radicale en Belgique francophone et, enfin, qu'elle permette à chaque force militante et aux « sans parti » d'y occuper toute leur place.

Au cas où une telle liste unitaire serait effectivement réalisable pour les élections européennes, il va de soi que nous retirerons notre propre liste en sa faveur.

Dans le cadre des élections régionales, qui impliquent des contextes locaux parfois particuliers parmi la gauche radicale, nous évaluerons au cas par cas toute proposition unitaire. Mais là aussi, le caractère, l'ampleur et l'orientation de la démarche unitaire seront autant d'éléments importants.

\*\*\*

Le choix de déposer une liste pour les élections européennes de juin 2009 constitue bien entendu un défi important pour une petite organisation telle que la nôtre, après tant d'années d'absence du terrain électoral. Nous appelons donc tous nos ami/es et sympathisant/es à nous apporter leur aide pour le relever afin d'affirmer qu'une autre Europe est possible ; anticapitaliste, écosocialiste, féministe et internationaliste. Pour une Europe où nos vies valent plus que leurs profits. Et pour affirmer qu'en Belgique comme dans toute l'Europe ; c'est aux capitalistes de payer leur crise !

Direction nationale de la Ligue Communiste Révolutionnaire (LCR), section belge de la IV<sup>e</sup> Internationale

[www.lcr-lagauche.be](http://www.lcr-lagauche.be)

[info@lcr-lagauche.be](mailto:info@lcr-lagauche.be)